

La résistance s'organise face au projet de gazoduc transfrontalier STEP

La réalisation du gazoduc de 120 km qui traverserait les P.-O. et l'Aude est prévue pour 2022.

L'Indépendant - article du 28 novembre 2017 par Arnaud Andreu.

<http://www.lindependant.fr/2017/11/28/la-resistance-s-organise-face-au-projet-de-gazoduc-transfrontalier-step,3074560.php>

Interconnecter les réseaux gaziers de France et d'Espagne. Tel est l'objectif du projet South transit east Pyrénées (STEP). 88 km de canalisation ont déjà été construits de l'autre côté de la frontière, entre Barcelone et Hostalric, en 2012, à l'époque où le projet s'appelait encore Midcat. Le chantier avait dû être arrêté après que la France lui ait retiré son soutien (une décision prise sous Sarkozy et confirmée par Hollande). Mais en juin dernier, le gazoduc controversé, qui avait suscité une belle levée de boucliers en Catalogne sud, est ressorti du placard sous le nom de STEP. Pour parvenir à mettre en place la nouvelle interconnexion, la société TIGF, responsable de la partie française du projet, compte construire un tuyau souterrain de 120 km de long qui



traverserait l'Aude et les Pyrénées-Orientales. De la frontière espagnole au poste de compression de Barbaira, situé non loin de Carcassonne. L'entreprise, qui prévoit la fin du chantier pour 2022, vient de lancer les premières réunions de concertation.

- **« Énergie fossile »**

Autant le dire d'emblée : le projet ne fait pas l'unanimité au sein de la population. Plusieurs associations (Alternatiba, Les Amis de la terre, Attac...) sont en train de mobiliser leurs troupes pour construire une « *plateforme de vigilance Midcat/STEP* ». « *Ils essaient de nous vendre le gaz comme absolument nécessaire à la transition énergétique*, déplore Éric Le Balier, d'Alternatiba66. *On rappelle que le gaz naturel est une énergie fossile. Il est composé à 95 % de méthane, qui est 84 fois plus impactant au niveau climatique que le CO2.* »

Certains opposants au gazoduc craignent également qu'il serve à transporter dans l'Hexagone le gaz extrait en Algérie par le biais de la fracturation hydraulique, un procédé interdit en France car jugé dangereux pour les nappes phréatiques. TIGF assure que ce n'est pas le cas. Mais du côté d'Alternatiba, on se permet d'émettre de sérieux doutes. « *Le commissaire européen à l'énergie, Miguel Arias Cañete, a déclaré l'an dernier à Alger que l'Europe avait besoin du gaz algérien*, rappelle Éric Le Balier. *C'est pourquoi nous pensons qu'à terme, le gaz algérien remontera par STEP. De plus, depuis la crise du gaz survenue en 2014, il y a une pression géodiplomatique pour diversifier encore nos ressources en gaz et ne pas être dépendant du gaz russe.* »

- **Un projet inutile ?**

Cependant, au-delà de ces arguments environnementaux, ce que dénoncent les opposants au projet STEP (dont le coût est tout de même estimé à 290 millions d'euros), c'est son « inutilité ». « *On constate actuellement une baisse des consommations de gaz*, souligne Claude Bascompte, militant perpignanais des Amis de la Terre. *Et les économies d'énergie préconisées dans le cadre de la transition énergétique vont encore contribuer à réduire cette consommation.* » Inutile de préciser que le directeur de TIGF, Dominique Mockly, s'inscrit en faux contre cette analyse. « *Le besoin de disposer d'une interconnexion gazière à l'est des Pyrénées a été identifié au niveau international, par la France, l'Espagne, mais aussi la commission européenne* », précise-t-il. Mais Claude Bascompte ne désarme pas : « *Le Commission de régulation de l'énergie (CRE) considère que la sécurisation de l'énergie, évoquée par TIGF, n'est pas un problème en France et que la capacité d'interconnexion actuelle permet de satisfaire les besoins du marché.* »

Les opposants au gazoduc feront valoir leurs arguments lors d'une réunion d'information publique ce vendredi, à partir de 19 h 30, au Casal de Perpignan. De son côté, TIGF organisera encore deux réunions de concertation dans les Pyrénées-Orientales : ce jeudi à Saint-Jean-Pla-de-Corts et le mardi 12 décembre à Estagel.

=====

Le collectif Non à la THT s'insurge : « On n'est pas la poubelle de l'Europe ! »

Le combat d'anthologie contre le projet de ligne à très haute tension (THT) aérienne en Roussillon a débuté à l'orée des années 2000. Le collectif Non à la THT a été l'un des fers de lance de la lutte. Les porteurs du projet de ligne électrique ont finalement décidé de la faire passer sous terre. Mais le collectif ne s'est pas dissous pour autant. Ses membres ont décidé de le maintenir dans un souci de vigilance. Et eux aussi voient d'un mauvais œil le projet de gazoduc. Témoignages.

Jean-Jacques Planes, membre emblématique et ancien président du collectif Non à la THT :

« On est sur le qui-vive. On en a marre qu'on choisisse toujours les Pyrénées-Orientales à chaque fois qu'il y a quelque chose à faire passer entre la France et l'Espagne. Et qu'on ne nous dise pas que ça n'aura pas d'impact : l'environnement va forcément morfler. La seule chose qu'on a dans notre département, c'est nos paysages. C'est notre seule valeur ajoutée par rapport au tourisme. Qui voudrait une ligne de démarcation qui descendrait le long des Albères, alors qu'on est dans des lieux boisés avec une vue magnifique ? Il faut qu'on réagisse ! Il est inacceptable de laisser faire un tel massacre écologique. Notre collectif n'a jamais été dissous. Il suffit d'élargir notre objet social, qui était la défense des P.-O. contre la THT, à d'autres menaces, comme le gaz. À mon avis, ça pourrait être envisagé. Parmi nos membres, certains se mobilisent déjà contre le projet de gazoduc. »

Laurent Belmas, actuel président du collectif :

« Je me suis rendu à la réunion de concertation qui a eu lieu à Thuir ce lundi pour mettre en garde le porteur du projet. On n'est pas la poubelle de l'Europe ! On va suivre le dossier et rester vigilant. On n'est qu'au début de la présentation du projet. C'est encore très vague. Mais nous allons déjà commencer à interpeller les élus pour dire que ça suffit. Ce serait bien que ce genre d'infrastructures soient réparties sur l'ensemble des Pyrénées... Là on est en train de devenir le point de passage obligé pour tout le monde et nos politiques l'acceptent. Ce gazoduc, c'est le même principe que la THT : transporter l'énergie au plus loin pour aller l'acheter au plus loin. »